

Japon : quelle relance après l'alternance ?

Revenu minimum, allocation parentale, gratuité des autoroutes... Le gouvernement démocrate japonais s'est lancé dans un ambitieux plan de réforme du pays. Analyses et critiques d'intellectuels nippons

■ Vers un Etat-providence à l'européenne Augmenter les impôts pour réussir les réformes sociales

Au mois d'août, lors des élections générales, le peuple japonais a clairement exprimé sa volonté de changer le pouvoir politique en donnant une large majorité au Parti démocrate (DPJ). Certains soulignent l'indécision de l'électorat japonais qui, quatre ans plus tôt, avait donné une victoire éclatante à Junichiro Koizumi (Parti libéral-démocrate ou PLD), sur la base d'un programme néolibéral.

Certains n'hésitent pas en effet à voir une même démagogie dans le slogan de « réforme » de Junichiro Koizumi en 2005 et dans celui « d'alternance » du DPJ. Mais la grande différence selon nous est que le programme de Koizumi en 2005 mettait l'accent sur la privatisation de la Poste, dont personne ne comprenait les enjeux, tandis que le DPJ, dans un contexte de crise mondiale, de montée de la pauvreté et de croissance des inégalités, a proposé une série de mesures concrètes pour essayer d'améliorer la vie des citoyens, comme par exemple : la mise en place d'une aide mensuelle pour les parents qui ont des enfants de moins de 15 ans, ou la garantie d'un revenu minimum pour les agriculteurs.

La victoire du DPJ peut être considérée comme la réalisation de la troisième voie au Japon, sur le modèle du programme du Parti travailliste britannique en 1997, à savoir un Etat-providence compatible avec l'efficacité économique dans un contexte de mondialisation. Dans le contexte japonais, la première voie a été la politique d'intéressement menée par le

« On sent poindre un retour de l'espoir en la politique »

PLD dans les années 1960-1980 : c'était une politique de redistribution en faveur des agriculteurs, des PME ou à travers les travaux publics et cela a permis de protéger les faibles et de corriger en partie les inégalités sociales.

Néanmoins, ces mesures n'étaient pas prises dans le cadre d'un système universel mais sur la base d'une gestion bureaucratique, qui n'a pas su éviter la corruption. Alors que les Japonais manifestaient une grande déception à l'égard de cette politique qui n'a pas permis de relancer l'économie pendant les années 1990, Junichiro Koizumi a su imposer avec talent, dans les années 2000, une deuxième voie, celle de la réforme structurelle néolibérale, qui visait à réduire la place du gouvernement dans l'économie.

Cependant, les réformes ont surtout consisté à réduire la couverture sociale, à déréguler le marché du travail et à dimi-

Penser la crise : regards croisés France-Japon

Retrouver les cinq contributeurs de cet ensemble ainsi que d'autres intellectuels et chercheurs japonais, tels que Takatoshi Ito, Hideaki Miyajima et Taizo Nishimuro, le samedi 14 novembre, au colloque international coorganisé par la Fondation France-Japon de l'EHESS et la Maison de la culture du Japon à Paris (101bis, quai Branly, 75015 Paris), en partenariat avec *Le Monde*.

Ils seront invités à débattre avec François Bourguignon, Robert Castel, Pierre-André de Chalendar, Pascal Perrineau, Xavier Timbeau et Jean Tirole.

Le programme sur : www.mcjp.fr

Jiro Yamaguchi

Politologue, professeur à l'université d'Hokkaido

nuer considérablement les transferts pour les gouvernements locaux, ce qui a entraîné une montée des inégalités sans précédent, selon une trajectoire comparable à celles des Etats-Unis. Dans ce contexte, le DPJ a proposé une troisième voie, celle de la construction d'un Etat-providence à l'européenne. En lieu et place de l'ancienne politique d'intéressement, il cherche à établir un système universel, dans lequel tout citoyen peut bénéficier des aides et des services dans les mêmes conditions. De plus, le DPJ cherche à augmenter les dépenses en faveur des services médicaux et de l'éducation, pour que le Japon rejoigne la moyenne de l'OCDE dans ces domaines.

En tant que conseiller du DPJ, j'ai moi-même participé à l'élaboration de ce programme. Paradoxalement, la chance pour le DPJ a été la défaite de 2005 dans un contexte de durcissement néolibéral du programme de Koizumi. Jusqu'alors, l'identité des partis japonais n'était pas claire et le DPJ se définissait seulement comme le rassemblement des politiciens qui n'appartenait pas au parti conservateur dominant, le PLD.

La stratégie du DPJ a été alors de s'identifier à un parti de centre gauche en prônant des mesures en faveur du bien-être social plutôt que de la dérégulation. Le génie d'Ichiro Ozawa, l'ex-président du DPJ, a été de parvenir à réaliser l'alliance entre les anciens socialistes et les syndicalistes d'une part et les anciens soutiens conservateurs du PLD, notamment les agriculteurs et les PME qui bénéficiaient auparavant de la politique d'intéressement, avant la politique de réforme de Koizumi. C'est la principale cause de la victoire électorale du DPJ.

Que faire de cette victoire ? Le DPJ doit désormais faire face à ses nouvelles responsabilités. Du point de vue international, le nouveau premier ministre Yukio Hatoyama a promis à l'ONU de diminuer les émissions de CO₂ au Japon de 25% par rapport à l'année 1990. Il a pris également des initiatives en faveur du désarmement nucléaire. Sur la scène intérieure, il a tout d'abord révisé le budget élaboré par le gouvernement précédent, en mettant fin à un certain nombre de gaspillages, comme par exemple des projets de barrages. Il a également augmenté immédiatement le budget pour la protection sociale et l'éducation.

Le peuple s'intéresse positivement à ce premier changement de pouvoir politique au Japon depuis l'après-guerre et on sent poindre un retour de l'espoir en la politique. En ce sens, on peut dire que l'alternance politique a contribué au progrès de la démocratie au Japon. Mais, il reste un défi de taille pour que le DPJ puisse se maintenir au pouvoir et réaliser son programme : c'est le financement de sa politique sociale.

Durant la campagne, le DPJ a promis qu'il n'augmenterait pas la TVA au cours des quatre prochaines années. Pourtant, il est indispensable d'avoir des ressources financières stables pour réaliser ces mesures sociales de grande ampleur. Il sera inévitable d'augmenter les impôts. Au Japon, le taux d'imposition (fiscalité et cotisations sociales) représente 38% du revenu national, soit 20% de moins qu'en France et en Allemagne. Pour pouvoir suivre le modèle socio-économique européen, il faut parvenir à convaincre le peuple japonais d'en supporter la charge. ■



■ Réduire les inégalités de revenus La pauvreté touche 15% de la population

Le 20 octobre, le ministère japonais de la santé, du travail et des affaires sociales a publié ses statistiques concernant le seuil de pauvreté relative : avec 15,7% de la population totale en dessous de ce seuil en 2006, le Japon se situe en bas du classement des pays membres de l'OCDE, juste devant les Etats-Unis.

En janvier, lors de la réunion du Forum économique mondial à Davos, Taro Aso, alors premier ministre, a souligné dans son discours : « En vue de surmonter la crise économique mondiale, les pays comme le Japon qui ont une balance courante excédentaire doivent diminuer leur dépendance à la demande extérieure et faire reposer leur croissance sur la demande intérieure. » Taro Aso admettait ainsi que le régime de croissance japonais tiré par les exportations qui a été mis en place depuis la fin des années 1990 a contribué à sa façon à la crise mondiale. Je voudrais ajouter que la faiblesse de la consommation intérieure n'est pas sans lien avec la part de la population qui vit en dessous du seuil de pauvreté.

Ce qu'il faut souligner ici, c'est que la politique du travail et la fiscalité du Japon ont eu tendance à freiner la croissance du revenu des salariés et de leur consommation. D'une part, la politique de dérégulation du marché du travail depuis quinze ans a conduit à augmenter le nombre de travailleurs précaires et les inégalités de revenus. D'autre part, selon l'OCDE, c'est au Japon que le taux de réduction de la pauvreté relative par le système fiscal et la sécurité sociale (différence du taux de pauvreté dans les cas du revenu primaire et du reve-

Mari Osawa

Professeur de politique sociale à l'université de Tokyo

nu disponible) est le plus bas parmi les pays membres. Ce résultat n'est pas sans lien avec les réductions d'impôts dont ont bénéficié les personnes les plus riches. Quant aux réformes structurelles successives visant à maintenir l'équilibre du budget de la sécurité sociale, elles ont conduit à faire porter le poids relatif du financement sur les bas revenus.

Comment faire le lien entre ces tendan-

« La totalité de l'excès d'épargne japonais correspond à l'épargne des 40% des ménages les plus riches »

ces domestiques et la crise mondiale ? Selon nous, la cause fondamentale de la crise se situe au niveau des déséquilibres entre les pays à la balance courante déficitaire comme les Etats-Unis et ceux pour qui elle est excédentaire, comme le Japon et la Chine. D'un côté, les déficits américains se sont creusés dans les années 2000 en raison de la surconsommation des ménages, causée en partie par l'augmentation des frais médicaux pris en charge par

les assurances privées.

D'un autre côté, le Japon est caractérisé par un excès d'épargne, qui a augmenté depuis 2002 dans un contexte de reprise économique reposant sur les exportations. Pendant la période 2002-2007, le montant des dividendes et la rémunération des administrateurs ont augmenté de façon remarquable dans les grandes entreprises japonaises, tandis que l'emploi a crû modérément et que les revenus réels des employés ont stagné. Plusieurs études soulignent ainsi que les disparités se sont élargies tant au niveau du revenu que de l'épargne : ainsi, la totalité de l'excès d'épargne japonais correspond en fait à l'épargne des 40% des ménages les plus riches.

L'augmentation du surplus d'épargne dans les pays, comme le Japon, qui ont un excédent de leur balance courante, a conduit à une hausse de la demande en biens financiers. En particulier, les taux d'intérêt élevés demandés par les investisseurs privés sont à l'origine de la création des produits financiers dérivés. Si notre raisonnement est juste, si c'est l'accroissement des disparités et les faiblesses structurelles de certains systèmes de sécurité sociale qui ont provoqué la sous-consommation et l'excès d'épargne en Chine et au Japon, on tient là l'une des causes de la crise.

Freiner l'aggravation des inégalités des revenus, redresser le système fiscal, réformer la sécurité sociale, et ainsi réduire la pauvreté : ce sont des actions indispensables pour le développement durable de la société japonaise, mais aussi pour la stabilité de l'économie. C'est là la responsabilité du Japon envers le monde. ■

La leçon de la crise nippone des années 1990 Nettoyer les banques de leurs actifs toxiques

Il y a un an, le monde faisait face à une crise financière exceptionnellement : après la faillite de Lehman Brothers, les marchés du crédit ont cessé de fonctionner et les flux financiers se sont arrêtés. Un an après, les économies et les marchés financiers semblent sur la voie de la reprise. Si l'essentiel de cette crise financière mondiale est maintenant derrière nous, il est important de souligner que ce ne sera pas la dernière. Sauf si des régulations très contraignantes encadrent le système financier (ce qui ne serait pas souhaitable), les agents économiques vont trouver de nouvelles voies pour faire des paris et des erreurs en même temps. C'est pourquoi il faut essayer de tirer des leçons de cette crise pour être mieux préparé lors de la suivante.

Dans les détails, la prochaine crise sera différente de celle que nous venons de vivre. Par exemple, il est peu probable qu'elle vienne de nouveaux des subprimes ou de produits financiers équivalents. C'est pourquoi, au moment d'élaborer une nouvelle régulation financière, il est important de ne pas se focaliser sur ce qui est spécifique à cette crise, mais de regarder les dimensions les plus essentielles qui risquent d'être présentes à l'avenir. En ce sens, il est très utile d'analyser cette crise dans une perspective comparative.

Dans un article récent, j'ai étudié les similitudes entre la crise actuelle et la crise japonaise du début des années 1990, et j'ai essayé d'en tirer des leçons pour la politique de régulation. Les parallèles entre ces deux épisodes sont remarquables, notamment du point de vue des réponses de politique économique. Les deux pays ont tout d'abord essayé d'éliminer les actifs non performants du secteur financier en créant de façon ad hoc des entreprises pour les gérer, bien que, dans le cas des Etats-Unis, ce plan ait été discuté mais jamais appliqué.

Ensuite, les deux pays ont mis l'accent sur la nécessaire recapitalisation des institutions financières, après avoir constaté que la pénurie de capital était un vrai problème. Dans les deux pays, des fonds

Takeo Hoshi

Professeur d'économie, université de Californie (San Diego)

publics ont été injectés dans les banques, sans véritable contrôle dans un premier temps. Après avoir constaté que se contenter de donner de l'argent aux banques n'était pas suffisant, les deux pays se sont lancés dans un processus minutieux d'examen pour déterminer précisément le montant de capital nécessaire dans chaque cas. Après cette recapitalisation plus attentive, la confiance est revenue sur les marchés financiers et le gros de la crise s'est achevé.

Les mauvaises dettes

Nous en sommes là en ce qui concerne la crise actuelle. De plus, nous savons ce qui s'est passé au Japon ensuite tout au long des années 1990. Bien que le calme soit revenu sur les marchés financiers, les problèmes bancaires ont persisté. C'était à cause de la non-résolution des problèmes de mauvaises dettes et du manque de restructuration des entreprises non performantes, qui sont les deux faces de la même chose. Le fait d'inciter les banques à prêter aux PME pour résoudre le problème de resserrement du crédit n'a été d'aucun secours, en ce sens que cela a plutôt contribué à augmenter le montant des mauvaises dettes détenues par les banques.

Ce n'est qu'en 2002, dans le cadre du plan Takenaka, que des efforts réels ont été mis en œuvre pour débiter les mauvaises dettes et restructurer les entreprises. C'est seulement alors, dix ans après le déclenchement de la crise, que l'économie japonaise est sortie de la stagnation.

Il y a encore un risque que les Etats-Unis fassent la même erreur. Le plan Geithner a introduit des *stress tests* (tests de résistance) pour vérifier la solidité des banques à un nouveau choc. Cependant, maintenant que les banques ont passé avec succès ces

stress tests, elles ont moins d'incitation à vendre leurs actifs à ce qu'elles considèrent comme un prix bas. Dans ce contexte, l'autre partie du plan Geithner, le programme d'investissement privé-public, mis en place pour éliminer les actifs non performants, n'est pas assez restrictif et systématique. Alors que la récession crée de facto de nouveaux actifs non performants, il est trop tôt pour parler de la fin de la crise.

Dans ces conditions, quelles leçons peut-on tirer de la crise actuelle et de la crise japonaise, notamment en matière de régulation financière ? La principale, selon nous, est la nécessaire mise en place d'un plan d'apurement pour les institutions financières les plus importantes. Dans le cas de la crise, c'est l'absence d'un tel plan pour les banques d'investissement qui a conduit au quasi-effondrement du système financier. Ce fut la même chose au Japon en 1997, après la faillite de la banque Hokkaido Takushoku. Aujourd'hui, alors qu'un plan existe pour les grandes banques, ce n'est toujours pas le cas pour les autres institutions financières.

Même s'il est encourageant de voir émerger l'idée que chaque institution financière doit préparer son propre plan d'apurement et le renouveler, il faut bien reconnaître que mettre au jour un tel plan est loin d'être facile. En plus d'un constat précis à l'intérieur de chaque banque, cela requiert une coopération de la part des institutions de régulation et du gouvernement pour identifier quels créanciers des banques doivent prendre en charge les pertes, si nécessaire. Cela requiert aussi une coordination internationale qui est loin d'être acquise.

Cependant, si nous ne disposons pas d'un tel plan d'apurement, rapide et crédible, qui puisse être appliqué aux grandes institutions financières, alors il n'y aura toujours pas d'autres alternatives entre sauver les banques trop grandes pour faire faillite et laisser l'une d'entre elles faire faillite au risque de déstabiliser l'ensemble du système. Plutôt que d'essayer d'improviser une solution, il est important de se préparer à l'avance. ■

Trois pistes pour sortir le pays du marasme Réformer la fiscalité pour maîtriser la dette

Parmi les pays de l'OCDE, la dette publique japonaise est la plus élevée. L'origine de cette situation remonte aux années 1990, quand le gouvernement a essayé, en vain, de relancer l'économie après l'éclatement des bulles financières et foncières de la fin des années 1980, à travers des programmes coûteux de travaux publics. Le gouvernement Koizumi (2001-2006) a essayé de remédier à cette situation dans le cadre d'une politique de réforme structurelle.

Dans le contexte mondial de la crise économique, les recettes fiscales ont diminué. De plus, les dépenses publiques ont augmenté suite au plan de relance du gouvernement Aso (2008-2009). Dans ces conditions, selon l'OCDE, il est probable que la dette publique atteigne 200% du PIB à la fin 2010 !

Le gouvernement Hatoyama, formé suite à la victoire du Parti démocrate au mois d'août, a assuré qu'il tiendrait ses promesses de campagne, à savoir de ne pas augmenter la TVA (dont le taux uniforme est fixé à 5%) pendant les quatre prochaines années, et d'augmenter les dépenses publiques jusqu'à 125 milliards d'euros en 2013 afin de mettre en œuvre les principales mesures de son programme : création d'une allocation parentale, suppression de l'impôt provisoire sur l'essence, gratuité des autoroutes, et garantie d'un revenu minimum pour les agriculteurs.

Parallèlement, de nouvelles ressources seront dégagées par la suppression de dépenses inutiles (travaux publics par exemple) et une réduction de 20% des fonctionnaires. En revanche, le gouvernement n'a pas indiqué comment il allait faire face à l'augmentation « naturelle » des dépenses d'assurance-maladie, qu'on estime à 7,5 milliards d'euros par an, dans un contexte de vieillissement de la population. Rien n'est dit non plus sur les mesures pour assainir les finances publiques. Les sonda-

Takero Doi

Professeur d'économie à l'université Keio

ges indiquent que les Japonais préfèrent la réduction des dépenses publiques plutôt que l'augmentation des impôts. Pourtant, on ne pourra pas échapper à une hausse des impôts et à une réforme du système fiscal. Il faut y réfléchir dès aujourd'hui, même s'il est évident qu'il serait dangereux d'augmenter les impôts maintenant dans un contexte de récession exceptionnelle. Nous voudrions suggérer trois pistes.

Disparité entre les générations

La première, la plus importante selon nous, est l'augmentation de la TVA. Du point de vue des ressources pour le budget de la Sécurité sociale, la TVA a des avantages par rapport aux autres impôts, car elle peut corriger la disparité existante entre les générations concernant le bénéfice et la charge de la Sécurité sociale. Pour aller vite, le bénéfice net de la Sécurité sociale est plus élevé quand on est plus âgé. Pour résoudre ce problème de disparité entre les générations, il n'y a que deux possibilités : soit diminuer le niveau de remboursement pour les personnes âgées, soit notamment imposer les plus de 60 ans aujourd'hui exonerés de certaines cotisations sociales.

Chercher de nouvelles ressources dans la TVA, c'est, selon nous, la meilleure solution dans un système où il existe des abattements très importants de l'impôt sur le revenu pour ceux qui touchent une pension et pour les cotisations de l'assurance-maladie des personnes âgées. Sans cela, la disparité entre les générations ne peut pas être corrigée, et la méfiance qu'on observe chez les jeunes à l'égard du système de retraite va perdurer.

Toutefois, il faut reconnaître que, comme la TVA est proportionnelle au revenu sur toute la vie, elle n'est pas un impôt progressif, et elle ne contribue donc pas à réduire les inégalités de revenus. Il est indispensable de prendre des mesures concernant la fiscalité sur le revenu, car elle seule peut introduire un impôt progressif. C'est là la deuxième réforme que nous suggérons. Une première mesure envisageable est la création d'un impôt négatif.

Toutefois, comme la prestation par la fiscalité est difficile à réaliser, il est sans doute également possible de prendre des mesures de réduction ou d'exemption des cotisations sociales. Par ailleurs, toute réforme de la fiscalité n'évitera pas la question de la baisse des impôts sur les sociétés. Certes, ce taux a commencé à baisser au Japon. Mais, dans les pays d'Asie orientale, qui sont en concurrence directe avec le Japon, le taux effectif de cet impôt est moins élevé qu'au Japon. Dans certains pays européens également, on observe une baisse de la fiscalité dans ce domaine, parallèle à un maintien du taux de la TVA à 20% environ. Le Japon doit aussi, à terme, suivre ce mouvement.

Enfin, la troisième piste concerne la mise en place d'impôts écologiques. Des impôts sur les émissions de gaz à effet de serre doivent permettre non seulement d'alimenter des subventions pour lutter contre le réchauffement climatique mais aussi soutenir la « durabilité » des finances publiques en remboursant la dette publique et en diminuant l'impôt sur le revenu.

Pour conclure, alors que la fiscalité japonaise a jusqu'à présent mis l'accent sur les impôts sur les revenus, nous proposons une réforme qui prenne en compte les évolutions socio-économiques, comme le vieillissement de la population, la montée des inégalités et la délocalisation des entreprises. Selon nous, la seule option pour construire des finances publiques stables est de concentrer la fiscalité sur les impôts sur la consommation. ■

Les raisons politiques des problèmes économiques Le déclin de l'Archipel révèle la faillite du néolibéralisme

L'année 2009 aura été l'*annus horribilis* au Japon. Avec une chute de son PIB de -6% selon les estimations du Fonds monétaire international (FMI), le Japon est non seulement l'un des pays les plus touchés au monde mais c'est aussi la première fois qu'il est atteint par une telle récession depuis 1945. A ce choc macroéconomique s'en ajoute un autre que l'on pourrait qualifier d'historique : selon le ministère de l'économie japonais, la Chine dépassera le Japon à la fin de l'année pour devenir la deuxième puissance économique mondiale du point de vue de la production annuelle. Certes, cette perspective était prévue mais les circonstances sont d'autant plus douloureuses pour le Japon, qui est la deuxième puissance économique mondiale depuis 1968. Et pour couronner le tout, même Toyota, qui était devenu le premier constructeur mondial en 2007, en dépassant General Motors par le nombre de véhicules vendus, a connu en 2008 son premier déficit opérationnel depuis plus de soixante-dix ans !

De fait, la crise au Japon, plus que partout ailleurs dans le monde, a surpris, tant par son ampleur, la rapidité de sa diffusion que par ses conséquences sociales (licenciement brutal de travailleurs temporaires qui ont perdu non seulement leur travail mais aussi leur logement) et politiques (alternance politique de la fin août qui a mis fin à la cinquantaine ans de pouvoir pour le parti conservateur, le Parti libéral-démocrate).

Cet effet de surprise a nourri l'interprétation selon laquelle cette crise serait l'effet d'un choc extérieur et non pas d'une fragilité structurelle de l'économie japonaise. Il est vrai qu'un certain nombre d'éléments militent en faveur de cette thèse. Tout d'abord, contrairement à la fin des années 1980, il n'y avait pas de bulle au Japon avant le déclenchement de cette crise. Plus généralement, à deux exceptions notables près (une dette publique représentant 160% du PIB en 2008 et une compression salariale alimentant des risques de déflation pas tout à fait éliminés), les fondamentaux de l'économie japonaise étaient plutôt bons jusqu'au début 2008. Il faut dire que depuis 2005 s'était mis en place un nouveau régime de croissance reposant sur des excédents commerciaux et débouchant sur un taux annuel moyen de croissance de plus de 2,5%.

Ce n'est d'ailleurs pas par hasard si le principal canal de transmission est passé par les exportations à destination des Etats-Unis, de la Chine et de l'Europe (bien plus que par la finance), dans un contexte d'appréciation marquée du yen (+25% par rapport à l'euro en 2008). Cette force de l'économie japonaise n'était pas seulement conjoncturelle : elle reposait notamment sur la complémentarité avec l'économie chinoise, ce qui conduisait à une balance commerciale équilibrée (si on inclut les échanges avec Hongkong), cas unique si on compare avec les Etats-Unis et l'Europe. Cette complémentarité a été bâtie sur un effort tout à fait remarquable consacré à l'innovation : c'est vrai d'un point de vue quantitatif (les dépenses en recherche et développement représentaient 3,7% du PIB en 2008) mais c'est vrai également d'un point de vue qualitatif avec une réforme très ambitieuse du système d'innovation japonais.

Cependant, cette thèse d'une crise comme conséquence d'un choc extérieur présente également quelques limites. La principale est la dépendance du régime de croissance japonais aux exportations. De façon complémentaire, la faille de la croissance se retrouve aussi dans la faiblesse structurelle de la consommation intérieure dans un double contexte d'extrême modération salariale et de rupture du contrat social. A cela s'ajoutent les craintes que ne manque pas de susciter le poids de la dette pour les générations futures : qui va payer ?

Dans ce contexte, comme les déclinologues sont au moins aussi nombreux au Japon qu'en France, la thèse selon laquelle cette crise serait une nouvelle manifestation du déclin structurel du Japon entamé au début des années 1990 a connu un succès certain. Il est vrai que depuis la fin des années 1980 où la plupart des analystes pré-

Sébastien Lechevalier

Maître de conférences à l'EHESS (Centre de recherches sur le Japon) et président de la Fondation France Japon de l'EHESS

disaient que les années 1990 et le début du XXI^e siècle seraient japonais ou ne seraient pas, le Japon a « déçu ». Il faut rappeler ici que le Japon sort à peine de ce que l'on a qualifié la « décennie perdue » pour caractériser la période 1992-2004 au cours de laquelle le taux de croissance annuel a été à peine supérieur à 1% (contre 2% en France).

Mais s'il ne faut qu'un symbole de ce risque de déclin du Japon, alors la démographie fournit le meilleur : avec un taux de fécondité tombé à 1,2, avec une population qui a cessé de croître depuis 2005 (sans compter des perspectives de déclin de la population de l'ordre de 25% à horizon 2050 si les tendances actuelles se poursuivent), et un vieillissement de la population très rapide (les plus de 65 ans représentent 22% de la population et pourraient en représenter 40% à l'horizon 2050), le Japon s'inquiète pour l'avenir de sa population.

Si cette image d'un déclin du Japon, au moins relatif, n'est pas fautive, elle est déplacée dans le contexte de crise actuelle, où la démographie a peu joué... Elle passe également sous silence les forces pour l'avenir que constituent la capacité d'innovation et la complémentarité avec la Chine. Si cette crise n'est ni le résultat d'un choc extérieur ni la manifestation du déclin structurel du Japon voire d'un modèle, alors quelle est-

« A cela s'ajoutent les craintes que ne manque pas de susciter le poids de la dette pour les générations futures »

elle ? Il faut tout d'abord rappeler que ce modèle japonais dont on nous vantait les mérites à la fin des années 1980 a changé : l'économie japonaise s'est internationalisée, elle a été dérégulée, les entreprises quant à elles sont de plus en plus diverses tant du point de vue de leur modèle que de leurs performances, et le contrat social égalitariste a volé en éclats.

C'est pourquoi ce qui est en cause dans cette crise ce n'est pas tant le modèle « théorique » de l'économie japonaise que la politique menée depuis le début des années 1980 : depuis le premier ministre Nakasone (1982-1986) jusqu'au premier ministre Koizumi (2001-2005), le Japon a en effet vécu, à sa façon et à son rythme, sa révolution néolibérale. Cette politique a certes eu des effets positifs dans un certain nombre de cas : tout en apportant une réponse aux pressions extérieures pour ouvrir le marché japonais, elle a permis d'éliminer certaines rentes abusives ; elle a également permis de créer un environnement favorable pour les grandes entreprises japonaises. Mais elle a surtout déstabilisé les formes de coordination antérieures (relations stables dans le domaine de la production et de la finance) sans en faire émerger d'autres.

L'alternance politique d'août, dont il ne faut pas trop attendre, peut être interprétée comme un non massif des Japonais aux conséquences néfastes de cette politique (notamment l'accroissement des disparités à tous les niveaux dans un système très décentralisé). L'histoire retiendra peut-être que la vague néolibérale qui a sévi dans le monde depuis la fin des années 1970 s'est arrêtée pour la première fois au Japon.

Cette remise en cause des fondements de la politique néolibérale n'est pas perceptible dans les faits aux Etats-Unis et en Europe, où l'optimisme est de nouveau de mise quant à une sortie de crise prochaine et un retour au *business as usual*. L'expérience japonaise des années 1990 et suivantes montre toutefois que les sorties de crise sont souvent plus longues qu'on ne le pense. Ce n'est pas la moindre des leçons qu'on peut tirer de la trajectoire japonaise ces vingt dernières années. ■